

LE DÉFI DE LA CRISE

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

De nombreux lecteurs se sont déclarés surpris, sinon agacés, du fait que j'aie pu, dans notre livraison de janvier, consacrer mon éditorial à saluer la crise économique actuelle comme un facteur bénéfique. Je voudrais donc y revenir et essayer de m'en expliquer, avant de montrer pourquoi j'estime qu'elle constitue une fantastique opportunité.

Essayons d'abord d'en comprendre la nature. Pour les uns, il s'agit très clairement d'une crise, certes de grande ampleur, mais qui s'inscrit dans une logique cyclique parfaitement « naturelle ». Ainsi affirment-ils volontiers que de telles crises surviennent grosso modo tous les sept ans, durent de six à douze mois avant que l'économie, quoi que nous fassions, reparte sur sa tendance de long terme. La crise est alors assimilée à une « purge » salutaire pour ceux qui, trop grisés par des marchés financiers en folie, se seraient laissé entraîner dans un processus de surenchère qui, lorsqu'il ne les a pas conduits à la faillite, les aura utilement ramenés à la raison. Ainsi suffirait-il d'attendre patiemment la reprise.

Loin de moi l'idée de contester qu'entre la sphère financière et la sphère réelle la déconnexion était devenue si grande que l'élastique tôt ou tard devait casser. Ainsi, la crise financière a éclaté et entraîné logiquement d'importantes répercussions sur l'économie réelle. Mais je suis convaincu qu'en dépit de la mondialisation de l'économie, certains pays

se trouvent avoir accumulé plus de handicaps que d'autres, que ces handicaps les ont rendus plus vulnérables et qu'ils auront plus de mal à sortir de la récession et à retrouver un trend de croissance durable.

Sans doute est-ce le cas des États-Unis qui ont accumulé des déficits commerciaux considérables tandis que d'autres, comme l'Allemagne, le Japon et la Chine enregistraient des excédents très importants, cette vertu ne leur assurant pas pour autant d'être épargnés. Nous verrons quels effets d'entraînement le plan de relance adopté par le gouvernement américain pourra avoir, en particulier sur la demande intérieure et donc les importations qui ont, du reste, joué un rôle moteur dans l'essor de l'économie chinoise. Mais en Europe aussi, il y a de grandes disparités entre pays et, si certains ont une économie relativement saine, tel n'est pas le cas de la France qui, obstinément, pratique depuis des décennies la politique de l'autruche, refuse de prendre la juste mesure des mutations fondamentales de l'économie mondiale, s'arc-boute sur ses habitudes au détriment de l'indispensable effort d'adaptation et d'innovation qu'exige le monde contemporain.

N'est-il pas d'ailleurs symptomatique d'observer que, fin 2007 et début 2008, ont été rendus publics deux rapports allant dans le même sens : celui du Conseil d'analyse économique sur « les leviers de la croissance française » et celui de la com-

mission Attali « pour la libéralisation de la croissance française », eux-mêmes faisant suite à de nombreux autres rapports dont les recommandations les plus pertinentes reprenaient pour l'essentiel celles énoncées dans le rapport Rueff-Armand de 1960 sur « les obstacles à l'expansion économique »¹ ? Que 50 ans plus tard, le pays n'ait pas su se moderniser et soit entré dans le XXI^e siècle sans prendre la juste mesure des changements qui s'imposaient est consternant. Cela explique, en outre, que la crise y soit sévère et durable, et que la France doive désormais accomplir, en peu de temps et de manière douloureuse, l'indispensable mutation qu'elle a refusé d'entreprendre depuis si longtemps.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier et celui de demain sera encore différent. Différent notamment pour des raisons évidentes telles que la croissance démographique, l'aspiration profonde de plus en plus d'individus à satisfaire leurs besoins (souvent, hélas, en adoptant par mimétisme des modèles de développement contestables) et donc en raison d'une concurrence de plus en plus vive sur des ressources rares (eau, terres arables, hydrocarbures, matières premières agricoles, minérales et minières...). Quelle peut être l'issue face à de telles évolutions ? Certainement ni la guerre ni de pratiquer le dumping social en Europe.

La solution — ce n'est sans doute pas la seule — est assurément d'essayer de sortir de cette crise « par le

haut ». J'entends par là : par l'innovation. Non seulement l'innovation technologique, celle-ci étant la plus simple bien qu'elle ne soit pas une résultante immédiate et évidente des investissements consentis au profit de la recherche et du développement. Mais aussi et surtout l'innovation socio-organisationnelle : de nouvelles formes d'organisation et de management qui exigent des cadres dirigeants que, plutôt qu'imaginer qu'ils détiennent l'essentiel du savoir et agissent en adjudants de caserne, ils comprennent que leur rôle aujourd'hui doit davantage être celui de catalyseurs d'intelligences réparties.

Mais cela exige une véritable révolution culturelle, de sorte, par exemple, que les entreprises leaders sur leur marché, au lieu de s'endormir sur leurs lauriers, restent vigilantes vis-à-vis des transformations à accomplir, que leurs dirigeants, comme les élus, comprennent que leur pérennité et leur fortune comportent des servitudes, que les salariés — fussent-ils fonctionnaires — admettent d'être soumis régulièrement à une évaluation. Que tous ensemble, nous comprenions que nous avons un rôle à jouer dans ce qu'André-Yves Portnoff² appelle joyeusement « la révolution de l'intelligence », celle-ci exigeant que, partout, dans tous les domaines y compris les plus anciens, nous ayons conscience de l'ardente obligation d'inventer plutôt que de recopier, que nous ayons le courage de relever le défi du Sphinx : « Invente ou je te dévore. » ■

1. Sur ces différents rapports, voir GRANRUT Charles (du). « La croissance par décret ? À propos des rapports *Les Leviers de la croissance française* et *300 décisions pour changer la France* ». *Futuribles*, n° 341, mai 2008, pp. 45-59.

2. Voir notamment le dossier « Oser l'innovation », coordonné par André-Yves Portnoff. *Futuribles*, n° 344, septembre 2008, pp. 5-46.